

Le comportement électoral des Québécoises

Participation politique et « *gender gap* » sur la scène provinciale de l'après-guerre

Jean-Philippe Warren and Philippe Mongeon

Volume 37, Number 3, 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1053488ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1053488ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Warren, J.-P. & Mongeon, P. (2018). Le comportement électoral des Québécoises : participation politique et « *gender gap* » sur la scène provinciale de l'après-guerre. *Politique et Sociétés*, 37(3), 99–113.
<https://doi.org/10.7202/1053488ar>

Article abstract

While some research has focused on women's voting patterns in the more recent period, the period from 1950 to 1976 is still largely unexplored and, therefore, little is known about the voting patterns of Francophone women in postwar Quebec. This research paper offers new insights to understand Quebec women's voting patterns in the 1950s and 1960s. First, we seek to understand the extent to which women were then ready to shoulder the role of engaged citizens that they had already begun to familiarize themselves with at the federal level since 1918. Secondly, we try to establish how female voters' political opinions differ from those of male voters.

NOTE DE RECHERCHE

Le comportement électoral des Québécoises

Participation politique et « *gender gap* » sur la scène provinciale de l'après-guerre¹

Jean-Philippe Warren

Département de sociologie et d'anthropologie, Université Concordia
jean-philippe.warren@concordia.ca

Philippe Mongeon

Centre for Science and Technology Studies, Université de Leyde
École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal
philippe.mongeon@umontreal.ca

RÉSUMÉ Si quelques analyses ont porté sur le vote féminin dans la période plus récente, la période qui va de 1950 à 1976 reste encore en grande partie inexplorée et, par conséquent, on ne connaît pas grand-chose sur le vote des femmes francophones au provincial dans le Québec de l'après-guerre et de la Révolution tranquille. La présente note de recherche offre des pistes d'analyse du vote féminin québécois dans les années 1950 et 1960. En premier lieu, nous cherchons à saisir dans quelle mesure les femmes étaient alors prêtes à assumer le rôle attendu de citoyennes qu'elles avaient déjà commencé à apprivoiser au fédéral depuis 1918. En deuxième lieu, nous tentons d'établir les préférences partisans des électrices par rapport aux électeurs.

MOTS CLÉS *gender gap*, Québec, élections, opinions politiques, vote.

ABSTRACT While some research has focused on women's voting patterns in the more recent period, the period from 1950 to 1976 is still largely unexplored and, therefore, little is known about the voting patterns of Francophone women in postwar Quebec. This research paper offers new insights to understand Quebec women's voting patterns in the 1950s and 1960s. First, we seek to understand the extent to which women were then

1. Le présent texte a bénéficié des commentaires de Chantal Maillé, que nous tenons à remercier. Il est évident que nous sommes seuls responsables des erreurs et opinions qui s'y retrouvent.

ready to shoulder the role of engaged citizens that they had already begun to familiarize themselves with at the federal level since 1918. Secondly, we try to establish how female voters' political opinions differ from those of male voters.

KEYWORDS gender gap, Quebec, elections, political opinions, voting patterns.

Décrite comme une « épopée » ou une « incroyable histoire » (Beaulieu *et al.*, 1990 ; Darsigny, 1990), l'adoption du suffrage féminin en 1940, par le gouvernement québécois est considérée avec raison comme un événement déterminant de la marche des femmes vers la pleine reconnaissance politique (Le Collectif Clio, 1982 : 344-349 ; Cohen, 2011). Quatre ans avant la France, sept ans avant le Mexique, mais vingt ans après les autres provinces canadiennes, le Québec reconnaissait aux femmes leur droit à prendre une part directe au processus électoral. Cette décision d'élargir le suffrage provincial découlait non seulement de principes moraux et humanistes, mais procédait aussi d'un certain calcul politique, puisque l'attribution du vote aux citoyennes devait amener celles-ci à appuyer le gouvernement qui avait eu l'initiative de cette réforme². Pourtant, on sait qu'en France, notamment, maints esprits progressistes craignaient que la reconnaissance du droit de vote aux femmes, considérées comme plus conservatrices que les hommes, ne mène pas à l'élection de gouvernements de droite³ (Maugin, 1984 : 165 ; D'Augerot-Arend, 1991). En 1944, Adélar Godbout aurait ainsi confié à William Lyon Mackenzie King que les femmes ne lui auraient pas pardonné son appui à l'effort de guerre et qu'elles étaient responsables en grande partie de sa défaite aux mains de l'Union nationale (UN) (Pickersgill et Forster, 1968 : 99-100). Alors que les hommes auraient mieux compris les sacrifices imposés par le conflit européen, les femmes, au dire du premier ministre déchu, auraient craint pour la vie de leur père, de leur époux et de leurs frères, et auraient voté massivement contre le Parti libéral du Québec (PLQ) afin de dénoncer la conscription outre-mer.

Qu'en est-il vraiment ? Comment s'est divisé le vote féminin québécois au niveau provincial dans les années 1950 et 1960 ? S'appuyant principale-

2. Comme on l'avait cru en Nouvelle-Zélande, le premier État à accorder le suffrage féminin, en 1893 (Grimshaw, 1987 : 62).

3. « Il est intéressant de noter que les partis qui, pour des raisons doctrinaires, ont été les plus favorables à l'émancipation politique des femmes sont aussi les partis les plus désavantagés par le vote féminin. S'ils avaient pu prévoir la valeur marginale de ce vote, auraient-ils réclamé l'octroi des droits politiques aux femmes ? Par contre, certains des partis qui se sont longtemps opposés, par esprit de tradition, à l'accès des femmes à la vie politique, doivent aujourd'hui reconnaître qu'ils avaient fait naguère un mauvais calcul politique » (Dogan, 1985 : 315-316).

ment sur des résultats de sondages, la présente contribution entend offrir quelques pistes de réflexion afin de mieux décrire le comportement électoral des Québécoises dans les années qui ont suivi l'adoption du suffrage dit universel⁴. En effet, si quelques analyses ont porté sur le vote féminin dans la période des années 1970 et 1980 (Black et McGlen, 1979; Kay *et al.*, 1987; Bashevkin, 1995; O'Neill, 1996; Seltzer *et al.*, 1997; Abendschön et Steinmetz, 2014), la période précédente reste encore en grande partie inexplorée et, par conséquent, on ne connaît pas grand-chose sur le vote des femmes au provincial dans le Québec de l'après-guerre et de la Révolution tranquille. Afin d'offrir de premiers éléments de réponse, nous avons organisé nos réflexions autour de deux interrogations. En premier lieu, nous cherchons à saisir dans quelle mesure les femmes étaient prêtes à assumer, dans une sphère provinciale encore extrêmement genrée, le rôle attendu de citoyennes qu'elles avaient déjà commencé à apprivoiser au fédéral depuis 1918. En particulier, nous nous interrogeons sur leur littératie politique et leur participation électorale (Pinard, 1976; Fournier, 1977; Lavigne *et al.*, 1979; Bashevkin, 1983: 157; Lamoureux, 1989; 1991; de Sève, 1992; Dumont, 1992; Hébert, 1999; Cohen, 2000; Sicotte, 2005). En deuxième lieu, nous tentons d'établir les préférences partisans des Québécoises à une époque où les électrices d'Europe et d'Amérique étaient portées à appuyer davantage des partis de droite: par exemple, si seules les femmes américaines avaient eu le droit de vote en 1960, c'est Richard Nixon, et non pas John F. Kennedy, qui aurait été élu⁵. Le vote des femmes faisait-il pencher le Québec vers la droite de l'échiquier politique, comme cela se passait ailleurs?

La présente note de recherche repose principalement sur des sondages Gallup réalisés par le Canadian Institute of Public Opinion (CIPO) de 1950 à 1970, ainsi que sur ceux réalisés par l'Inter-university Consortium for Political and Social Research dans les années 1960. Parmi les autres sources utiles à cette recherche, mentionnons les sondages colligés par Marcel Rioux et Robert Sévigny dans *Les nouveaux citoyens*: enquête sociologique sur les jeunes du Québec (1965), ainsi que par Jane Jenson et Peter Regenstreif dans un article de 1970 intitulé « Some Dimensions of Partisan Choice in Québec, 1969 ». Les sondages préélectoraux de cette époque sont assez fiables et peuvent servir de base à des analyses préliminaires dans la mesure où les techniques rudimentaires des sondeurs étaient compensées par une plus grande stabilité des blocs d'électeurs (Worcester, 1984). Cependant, un des problèmes auxquels sont confrontés les chercheur·e·s reste le petit nombre

4. « Dit universel », car l'universalité du suffrage a pour exceptions les hommes et les femmes autochtones, les personnes sans domicile fixe, les personnes incarcérées et les mineurs. À noter que la dynamique particulière du vote des Québécoises au fédéral entraîne une analyse distincte, que nous entendons poursuivre dans une autre note de recherche.

5. Les femmes appuyaient Richard Nixon à 51 %, et les hommes John F. Kennedy à 52 % (Inglehart et Norris, 2000). Les années 1960 et 1970 correspondent à un tournant à cet égard.

de questions qui concernent spécifiquement les femmes. Aux États-Unis, on observe dans les années 1950 une baisse générale du nombre de questions sur le rôle des femmes dans les sondages. Alors que l'on dénombre 24 questions pour la période 1946-1950, on n'en compte plus que six pour la période 1951-1955, et aucune pour la période 1956-1960, avant d'assister à une remontée progressive dans la décennie suivante, comme le note Hazel Erskine (1971 : 276). Au Canada et au Québec, la pauvreté des informations sur les électrices est tout aussi manifeste, ce qui fait que nous ne disposons, pour les années 1951-1960, que de trois sondages divisés selon le sexe. Aussi intéressants soient-ils, ces sondages trop parcellaires nous empêchent d'en arriver à des conclusions définitives; en outre, leur faible échantillonnage empêche d'isoler le groupe anglophone pour dresser des comparaisons avec le groupe francophone. Ils permettent seulement de formuler quelques pistes afin de nourrir la réflexion sociopolitique. À noter que nous sommes bien conscients du fait que les sondages mesurent l'opinion publique à un moment précis et ne constituent que des prédicteurs très incertains des résultats électoraux; néanmoins, comme nous nous intéressons, dans la présente note de recherche, aux différences d'opinions et de comportements entre les hommes et les femmes, il importe peu que l'appui à un parti soit sous ou surévalué par rapport à son score réel le jour de l'élection.

La participation électorale des femmes

Il est entendu que le fait d'être exclu de la politique active a une incidence directe sur l'engagement civique. Dans le Québec de l'entre-deux-guerres, l'espace social des femmes était encore largement confiné au foyer, ce qui les plaçait en dehors de la politique active. Évoquant la lutte pour le droit de vote des femmes, en 1940, la journaliste Françoise Gaudet-Smet, pensant davantage aux comtés ruraux, déclarait :

Je n'étais pas contre, en principe. Mais la Québécoise, surtout dans les campagnes, n'y était pas prête. Elle ne s'en faisait pas sur son influence. Elle menait son foyer, oui, mais la société la tenait en dehors de la chose publique. La politique, alors, c'était un trafic de votes, une occasion de «soulades», d'assemblées contradictoires et de batailles où la femme n'avait pas sa place⁶. (Le Collectif Clio, 1982 : 363)

6. L'argument selon lequel les femmes elles-mêmes ne voulaient pas de droit de vote en 1940 a été repris à la fois par les élus et les membres du clergé. «Au Québec, affirmait le député L.-A. [Louis-Arthur] Giroux, à peine 10 000 femmes sur 800 000 réclament le suffrage. Il y a quelques années, pas moins de 44 000 femmes de Québec ont signé une pétition contre l'adoption d'une telle mesure» (Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990 : 22). On a estimé que le Canada était, parmi une liste de treize pays (Nouvelle-Zélande, Australie, Norvège, Allemagne, Suède, États-Unis, Grèce, Mexique, Danemark, Argentine, Canada, Royaume-Uni, Hollande), celui où l'appui au suffrage féminin était le plus bas au moment de son adoption, en 1918 (Przeworski *et al.*, 2013).

Lorsque le premier ministre Godbout avait présenté le projet de loi visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité, il n'avait pu s'empêcher d'affirmer que « La femme est l'ange gardien du foyer. Tout ce que fait la femme, elle le fait en vue du foyer » (Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990 : 4). Même après la mobilisation historique ayant mené à l'obtention du droit de vote au provincial (et dont les fers de lance francophones furent Marie Gérin-Lajoie, Thérèse Casgrain et Idola Saint-Jean), il était difficile pour les femmes, devant un tel discours, d'investir massivement un domaine qui restait, ultimement, l'apanage des hommes⁷. L'échec des candidatures féminines (une en 1947 lors d'une élection partielle, aucune aux élections générales de 1948, trois en 1952, sept en 1956, aucune en 1960) exprimait une réticence de l'électorat par rapport aux revendications féministes (Maillé, 1990a). La première femme à siéger à l'Assemblée nationale fut, en 1961, Marie-Claire Kirkland-Casgrain, laquelle remplaçait son père, décédé la même année; il fallut attendre douze ans pour qu'une deuxième femme soit élue. Au Parlement fédéral, les choses n'étaient guère mieux. Jeanne Sauvé fut la première femme du Québec à devenir députée à Ottawa, en 1972. Bref, même si les femmes pouvaient voter au fédéral depuis 1918 et au provincial depuis 1940, leur pleine participation à la vie parlementaire n'était guère encouragée.

Dans l'après-guerre, tant aux États-Unis, en Allemagne, en Italie et au Mexique qu'au Québec, les femmes abordaient en général moins fréquemment le sujet de la politique partisane que les hommes (Duverger, 1955). En France, en 1953, les femmes discutaient beaucoup moins de politique avec leurs amis (41 % des femmes versus 69 % des hommes), leurs collègues (respectivement 15 % versus 49 %) ou d'autres personnes (22 % versus 41 %) (*ibid.* : 165). Nous pouvons supposer qu'il en allait de même en général au Québec dans l'après-guerre. Il reste que les femmes québécoises appartenant aux générations plus jeunes affichaient un comportement moins distinct que celui des hommes en ce qui concerne leur socialisation à la politique. Chez les individus âgés de 21 à 34 ans (nés entre 1926 et 1939), l'écart de l'intérêt pour la politique entre les hommes et les femmes était de seulement 6 %,

7. En 1912, le *Montreal Daily Star* a publié un sondage indiquant que seulement 11,8 % des Montréalais souhaitaient accorder le droit de vote aux femmes, un pourcentage beaucoup plus bas que pour toutes les autres villes canadiennes (Cleverdon, 1973 : 220-221). L'élargissement du suffrage « universel » à d'autres groupes que les hommes blancs s'est fait très progressivement et sans menacer, dans un premier temps, un système conçu en fonction de leurs intérêts. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que les femmes n'étaient pas présentes dans l'espace public. Au-delà de la participation électorale des femmes, les grandes organisations féminines qui œuvraient au Québec (Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, Ligue des droits des femmes) manifestaient un véritable engagement, engagement qui s'est traduit par une volonté de faire de la politique autrement, en dehors de la politique traditionnelle. Nous ne cherchons aucunement dans la présente note à réduire la compétence politique à la participation électorale à tous les quatre ans.

alors qu'il était de 26 % chez ceux et celles âgés de 35 à 49 ans (nés entre 1911 et 1925), et de 34 % chez ceux et celles âgés de plus de 50 ans (nés avant 1910) (Le Groupe de recherche sociale, 1960 : 180).

Ces différences générales s'éclairent par le fait que les femmes se retrouvaient alors exclues non seulement de la vie parlementaire, mais aussi de l'engagement citoyen plus large, dans la mesure où les valeurs associées aux femmes (délicatesse, émotivité, naïveté) paraissaient incompatibles avec celles de la sphère politique (confrontation, compétence, rationalité). Elles n'étaient pas, en général, considérées dans l'arène politique comme des interlocutrices valables. Un sondage réalisé en 1945 montrait une différence notable dans la place réservée aux femmes en politique : 72 % des Canadien-ne-s de l'extérieur de la province, mais seulement 38 % des Québécois-e-s croyaient souhaitable que les femmes prennent part aux conférences internationales afin de planifier le monde de l'après-guerre (s.a., 1945). Encore en 1964, Lysiane Gagnon (1964) pouvait affirmer, dans un langage empreint de paternalisme, que le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) souhaitait l'adhésion d'un nombre important de femmes, car celles-ci apporteraient « une présence réconfortante, une persévérance dans l'effort, une entière responsabilité, une précieuse intuition ».

On peut supposer que la dévaluation de leur parole s'est traduite par une plus faible préoccupation pour la politique. En 1960, seulement 45 % des Québécoises se disaient intéressées par la politique, contre 74 % des hommes (Le Groupe de recherche sociale, 1960 : 177 ; Dépatie, 1965)⁸. Les femmes étaient aussi plus nombreuses à se déclarer indécises, ce qui suggère soit une indétermination de leurs convictions, soit une réticence à divulguer leurs choix politiques (Rapoport, 1982). En 1945 et en 1952, si l'on se fie aux sondages Gallup, près de deux fois plus de femmes que d'hommes (respectivement 20,3 % versus 11,3 %, et 27,1 % versus 15,2 %) déclaraient ne pas avoir de préférences partisans. En 1952, 8,9 % des femmes, mais 3,2 % des hommes prétendaient ne pas se souvenir pour quel parti ils avaient voté lors des élections précédentes. Tout au long de la période qui nous intéresse, les proportions de femmes qui affirment ne pas vouloir voter, ou ne pas savoir pour qui elles ont l'intention de voter, ou encore qui refusent de répondre demeurent plus élevées que celles des hommes⁹.

Mark N. Franklin a établi que, partout dans le monde occidental, l'octroi du droit de vote aux femmes avait fait fléchir la proportion de la participation

8. L'enquête réalisée pour la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada n'est pas utile pour la présente recherche, car elle repose sur le sondage exclusif des femmes, ce qui empêche toute comparaison en fonction du sexe (Dépatie, 1971).

9. En 1964, chez les francophones, les jeunes filles étaient toujours moins portées que les garçons à déclarer un choix partisan (33,9 % versus 15 %) (Rioux et Sévigny, 1965 : 18). En 1965, la moitié (50,6 %) des Québécoises francophones et seulement le quart (26,8 %) des Québécois francophones déclaraient avoir peu d'intérêt pour les affaires politiques (Bashevkin, 1985 : 43).

générale et que celle-ci avait parfois été longue à se relever à son niveau initial¹⁰. Au Québec, nous n'avons sur ce sujet aucun chiffre précis pour la période qui nous occupe. Pour remédier au manque de données, nous pouvons examiner le taux de participation électorale après l'octroi du droit de vote aux femmes aux paliers fédéral, provincial et municipal¹¹. L'élection qui a suivi la Première Guerre s'est déroulée dans un contexte particulier, puisqu'elle a pris des allures de référendum sur la question de la conscription. En 1921, alors que le taux de participation s'affaissait au Canada par rapport à l'élection de 1917 (68 % versus 75 %), il s'est maintenu au Québec (75 % versus 76 %) en raison, sans doute, de la volonté des francophones de rejeter le gouvernement conscriptionniste de Robert Borden. Le sociologue américain Horace Miner avait noté qu'à Saint-Denis-de-Kamouraska, « La politique est généralement considérée comme un domaine d'activités "trop sale" pour les femmes, qui doivent se consacrer à leur foyer. Elles votent aux élections fédérales afin "d'annuler les suffrages des femmes de l'Ontario" » (Miner, 1939 : 64 ; voir aussi Maillé, 1988 : 159). Cela n'a pas empêché les élections fédérales d'être marquées par la suite par une baisse progressive du taux de participation, avec le résultat que le Québec s'est retrouvé avec un des taux les plus bas de la fédération dans les années 1930 (Sarrow, 1961). Si nous regardons maintenant du côté de la sphère provinciale, nous remarquons que le taux de participation, qui s'était maintenu au Québec autour de 78 % de 1931 à 1939, a connu une baisse lors de l'élection de 1944 (72,1 %), baisse qui pourrait avoir été en partie causée par une plus forte abstention des femmes (Cliche, 1961 : 364). Enfin, sur la scène municipale, après l'obtention du vote des femmes en 1940, le taux de participation électorale a chuté à Montréal, passant de 66 % en 1938 à 30 % en 1940.

Il serait abusif de rejeter la faute de ces multiples baisses uniquement sur le désintérêt plus grand des femmes pour la politique : le déclin du taux de participation électorale (qui s'accompagne quand même d'un bond considérable du nombre absolu d'électeurs) tient à des causes complexes et ne saurait être rapporté à un simple désinvestissement des électrices. D'ailleurs, la distance qui sépare la participation des Québécoises de celle des Québécois avant la Révolution tranquille semble être restée bien en deçà de ce qui s'observait au même moment dans d'autres pays. Par exemple, aux États-Unis, à peine le tiers des femmes en âge de voter ont exercé leur droit nouvellement acquis lors de l'élection présidentielle de 1920 et, lors des élections présidentielles subséquentes, la différence de participation électorale entre les hommes et les femmes était d'environ 25 % (Klein, 1984 : 142). Dans les

10. Franklin (2004 : 83) formule l'hypothèse que tous les groupes marginalisés qui obtiennent le droit de vote connaissent une période d'adaptation à la vie publique semblable à celle qu'ont traversée les femmes.

11. Ce qu'a fait Maillé (1990b), mais seulement pour les élections fédérales et sans comparer avec les tendances des autres provinces.

années 1950, la participation des femmes américaines était encore de 10 % inférieure à celle des hommes (Campbell *et al.*, 1971 : 73 ; Klein, 1984 : 143). En contraste, les sondages Gallup que nous avons compilés nous apprennent que, au Québec, cet écart aurait été au niveau provincial de 2,6 % en 1956 et de 2,1 % en 1962. Chantal Maillé a par conséquent raison d'écrire que, pour la période qui nous intéresse, « s'il existe des écarts réels dans le degré d'activisme des hommes et des femmes, ces écarts ne sont pas aussi grands que ce qu'ont soutenu les penseurs de l'apolitisme féminin, du moins en ce qui concerne le Québec » (1990a : 45)¹².

Le « Gender Gap »

La participation électorale au provincial n'est pas la seule question à laquelle les sondages nous permettent d'apporter des éléments de réponse. Dans *The Political Role of Women*, Maurice Duverger notait que les hommes et les femmes votaient de manière à peu près semblable, mais que là où il y avait divergence, elles tendaient à appuyer des partis situés plus à droite de l'échiquier (1955 : 45-46). Ce modèle a été par la suite confirmé pour un grand nombre de pays, dont l'Australie, la Grèce, la France, la Belgique, la Suède, la Hollande, la Finlande, la Suisse, l'Angleterre et l'Italie¹³. Depuis ces études, le conservatisme des femmes dans l'après-guerre est devenu un lieu commun de la littérature savante en science politique¹⁴. Certains chercheurs en sont même venus à penser que l'une des premières conséquences du suffrage féminin fut de favoriser l'accession au pouvoir de partis conservateurs (Dogan, 1985). À tout prendre, ce « gender gap¹⁵ » aurait eu un impact non négligeable sur la place relative des partis en Europe et en Amérique.

12. À long terme, on discerne une tendance à l'inversion de certaines différences dans le comportement électoral. Ainsi, l'écart du taux de participation électorale entre les hommes et les femmes du Québec s'est peu à peu résorbé dans les années 1960 et, dans les années 1970, il avait disparu (Uhlener, 1984 : 201). La participation accrue des cohortes féminines plus jeunes a permis d'inverser l'écart du taux de participation électorale dans les années 1990 (Duval, 2005). Confirmant ces tendances historiques, en 2008, les femmes québécoises âgées de 75 ans et plus avaient un taux de participation de 9 % plus bas que les hommes du même âge, alors que celles âgées de 25 à 34 ans avaient un taux de participation de 6,2 % plus élevé (Gélineau et Teyssier, 2012).

13. À titre d'exemple, en Grande-Bretagne, en 1950, le « gender gap » était de 9 % pour le parti conservateur (Elderveld, 1951 ; Almond et Verba, 1963 ; Norris, 1988 : 218).

14. « Cumulatively the case for female political conservatism in the developed world is impressive » (Randall, 1982 : 51, dans Norris, 1988 : 218).

15. Le « gender gap » mesure la différence de pourcentage d'appui à des partis politiques entre les hommes et les femmes. Par exemple, un candidat qui recueillerait 55 % du vote féminin et 50 % du vote masculin aurait un « gender gap » de 5 % ; s'il recueillait moins de votes de femmes que de votes d'hommes, il aurait un « gender gap » négatif. Notons, d'une part, qu'un candidat peut être appuyé par beaucoup plus de femmes que d'hommes, sans emporter l'adhésion d'une majorité de femmes. Notons, d'autre part, que le « gender gap » est un concept

Or, sur la base de nos données, les opinions des hommes ne paraissent pas différer fondamentalement de celles des femmes au Québec des années 1950. D'abord, il semble que le vote de l'époux et celui de l'épouse se soient recoupés dans la très vaste majorité des couples¹⁶. En 1974 (nous ne disposons pas de données plus anciennes), seulement 4 % de ceux et celles qui avaient choisi de divulguer le vote de leur conjoint avaient voté pour un autre parti (Blais et Nadeau, 1984 : 299). « Ceci indique, écrivaient Blais et Nadeau dans une étude sur le vote des années 1970, que les divisions politiques dans les ménages demeurent exceptionnelles : elles sont probablement sous-estimées ici, mais elles sont certainement inférieures à 10 % » (*Ibid.*). Cette conclusion nous semble *a fortiori* valable pour la période de l'après-guerre, quand l'autonomie des conjoints était encore plus restreinte et que l'on appartenait souvent à une famille politique (« rouge » ou « bleue ») de génération en génération (Lemieux, 1996). « La famille se comporte comme une totalité en toute circonstance, remarquait Miner. Ses membres ont tous la même appartenance politique. Les femmes ne se sentent pas le besoin de voter parce que chacune, normalement, sent que son opinion est représentée par le vote de son mari » (1939 : 70). Ces tendances nous portent à penser que, pour la période des années 1950, le « gender gap » est resté relativement modeste au provincial¹⁷.

Le tableau 1 nous renseigne sur la moyenne des écarts pour les sondages empilés de 1951, 1956 et 1960. Sur la base de ces données partielles, il serait téméraire de vouloir former une thèse globale. Notons seulement que s'il est impossible de dégager une tendance générale pour les hommes, les femmes se sont rapprochées toujours davantage de l'Union nationale / Parti conservateur / Crédit social de 1951 à 1960 (leur appui passant de 53,1 % à 65,88 %) et éloignées du Parti libéral du Québec (leur appui passant de 46,2 % à 33 %). Autrement dit, dans l'après-guerre, l'UN attirait de plus en plus de femmes, et le PLQ se les aliénait à un rythme inversement proportionnel. Il en est résulté que lors du sondage Gallup de 1960, les femmes appuyaient davantage l'UN/PC que les hommes (respectivement 65,1 % et 59,6 %), et appuyaient moins le PLQ que leurs concitoyens (32 % versus 35,9 %). Toujours en 1960, selon cette fois les données du Groupe de recherche sociale (1960 : 9), l'appui à l'UN dirigé par Paul Sauvé et Antonio Barrette (le premier étant mort en cours d'enquête) s'élevait à 63 % chez les femmes et à 58 % chez les hommes.

neutre. Le fait d'être appuyé par une plus grande proportion de femmes ne révèle rien, en soi, de la qualité du programme ou de la personnalité d'un candidat.

16. Rappelons que la « division dans les familles » était une des craintes exprimées par les anti-suffragistes. Dans une pétition déposée à l'Assemblée nationale en 1922 et initiée par le clergé catholique, on prédisait que, advenant l'adoption du suffrage « universel », des ménages se brouilleraient « parce que telles femmes ne savaient pas adopter les opinions politiques de leurs maris » (s.a., 1922).

17. Il ne semble pas y avoir eu non plus de « gender gap » au niveau fédéral, sans doute à cause de l'appui massif des francophones au PLC (Laponce, 1972 : 271).

Cette droitisation de l'électorat féminin rejoint ce que nous savons du comportement électoral des femmes américaines (Harris, 1954: 104; Harvey, 1998: 211). Durant les années 1950, selon les sondages Gallup, la moyenne du «gender gap» aux États-Unis était de 4,7 %, mais avec une tendance à la hausse: le «gender gap» était de 2 % en 1952, et de 6 % en 1956 et en 1960 (Seltzer *et al.*, 1997: 33). Il en était de même en Angleterre où, dans les années 1950, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de voter Tory, la différence tournant autour de 7 % (Norris, 1988: 220). On retrouverait par conséquent au Québec l'expression d'un phénomène plus large qui englobe à la fois l'Europe et l'Amérique du Nord, quoiqu'avec moins d'ampleur.

TABLEAU 1

Intentions de vote (en %) des Québécois·e·s aux élections provinciales de 1951 à 1960

Année	Nb répondants		PLQ		UN/PC		Autres	
	F	H	F	H	F	H	F	H
1951	145	183	46,2	44,3	51	52,5	2,8	3,2
1956	148	110	37,8	32,7	55,4	65,5	6,8	1,8
1960	281	270	32	35,9	65,1	59,6	3	4,5
Moyenne	191	188	38,7	37,6	57,2	59,2	4,2	3,2

Sources: Canadian Institute of Public Opinion (CIPO): août 1951, Gallup Poll #212; et mars 1956, Gallup Poll #247; Inter-university Consortium for Political and Social Research, 1960, Quebec Provincial Election Study.

On sait que la tendance vers une droitisation de l'électorat féminin s'est généralement renversée dans les années 1960 ou 1970. Au Canada (hors Québec), les femmes se sont mises à soutenir plus fortement que par le passé des partis de gauche (Erickson et O'Neill, 2002). Dans le Québec des années 1960, le contexte était plus complexe parce que l'axe de division «droite-gauche» se doublait, avec l'avènement des partis indépendantistes, d'un axe de division «réforme constitutionnelle-*statu quo*» et parce que le PLQ a incarné pendant longtemps, dans les faits et dans l'imaginaire, une vision interventionniste de l'État issu de la Révolution tranquille (Chouinard, 2017). Parmi ce vote éclaté, les années 1970 ont quand même consommé le basculement des femmes vers la gauche du spectre politique¹⁸. Ces oscillations des intentions de vote à long terme nous permettent de souligner que les atti-

18. Aujourd'hui, le découpage démographique du vote provincial se ressent de cette évolution. À titre seulement indicatif, on remarquera qu'en 2012, 43 % des électrices de la CAQ étaient des femmes contre 54 % pour le PQ, 55 % pour le PLQ et 58 % pour Québec solidaire (QS) (Gidengil et Harell, 2013; Nadeau et Bélanger, 2013: 195).

tudes électorales des femmes sont déterminées par des contextes historiques et des conditions socioéconomiques et que pour les femmes, comme pour tout autre bloc de l'électorat, la politique est à l'évidence aussi affaire de conditionnements et d'intérêts. Si, à la fin des années 1950, les six facteurs généraux qui ont été communément identifiés dans la littérature pour expliquer les différences de comportement électoral entre les hommes et les femmes (l'âge, la ferveur religieuse, le niveau d'éducation, la participation au travail, la nuptialité et la culture politique; Bashevkin, 1985) semblent s'être conjugués pour favoriser un appui légèrement plus fort des Québécoises à l'UN, cela ne vaut pas comme règle universelle. En outre, il est bon de rappeler que l'affiliation partisane, la religion, la classe sociale et l'origine ethnique influençaient alors bien davantage le vote que le sexe des électeur-riche¹⁹, et que c'est donc vers ces facteurs que les analyses futures doivent se diriger pour comprendre en détail les mécanismes qui sous-tendent en profondeur les variations du taux de participation électorale et du « gender gap ».

Conclusion

Duverger (1955 : 72) avait conclu la première partie de son étude sur le vote des femmes dans les années 1940 et 1950 par ces mots : « This study of women's voting seems to lead to the conclusion that the woman's vote brings about no great change in the situation existing before the grant of woman's suffrage. Upon the whole, women vote much as men do. Their entry into the electoral arena has not fundamentally altered the relative strength of the parties ». Au Québec, les données recueillies aux fins de la présente étude sur la base de sondages pré-électorales confirment l'hypothèse générale de Duverger. D'une part, le taux de participation électorale ne semble pas avoir été très différencié selon le sexe, sans doute à cause de l'habitude que les Québécoises avaient prises de voter au fédéral depuis une génération. Cette note de recherche conforte par conséquent les analyses de Maillé : très tôt, observait-elle, « les Québécoises se sont largement prévaluées des droits conférés par leur affranchissement politique » (Maillé, 1990b; Cohen et Maillé, 1999). D'autre part, si les partis provinciaux de droite semblent avoir légèrement profité de l'appui des femmes québécoises au milieu et à la fin des années 1950, le vote des femmes n'a pas changé de façon fondamentale le portrait partisan de la province, les écarts étant trop faibles. Le « gender gap » des Québécoises n'a donc pu avoir l'influence qu'il a eue dans d'autres contextes nationaux, en fonction de variables diverses dont le genre était le proxy. Selon nous, la question de cette indifférenciation du comportement

19. Dans les données de 1962, en ce qui concerne l'appui aux partis en fonction de l'âge, du sexe, de la taille de la communauté, de la religion et de la langue maternelle, le sexe est la variable la moins explicative du vote des Canadiens (Alford, 1964 : 212-213).

électoral est tout autant à creuser que le serait celle d'un écart persistant, et d'autres études devront par conséquent s'attacher à isoler les facteurs qui ont pu jouer dans cette convergence relative des électeur-ric-e-s au Québec.

Bibliographie

- Abendschön, Simone et Stephanie Steinmetz, 2014, « The Gender Gap in Voting Revisited: Women's Party Preferences in a European Context », *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, vol. 21, n° 2, p. 315-344.
- Alford, Robert R., 1964, « The Social Bases of Political Cleavage in 1962 », dans John Meisel (sous la dir. de), *Papers on the 1962 Election*, Toronto, University of Toronto Press, p. 203-234.
- Almond, Gabriel A. et Sidney Verba, 1963, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press.
- Bashevkin, Sylvia B., 1983, « Social Change and Political Partisanship: The Development of Women's Attitudes in Quebec, 1965-1979 », *Comparative Political Studies*, vol. 16, n° 2, p. 147-172.
- Bashevkin, Sylvia B., 1985, *Toeing the Lines: Women and Party Politics in English Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- Bashevkin, Sylvia, 1995, « Changing Patterns of Politicization and Partisanship Among Women in France », *British Journal of Political Science*, vol. 15, n° 1, p. 75-96.
- Beaulieu, Jocelyne, Josette Couillard, Madeleine Greffard et Luce Guilbault, 1990, *L'incroyable histoire de la lutte que quelques-unes ont menée pour obtenir le droit de vote pour toutes*, Outremont, QC, VLB éditeur.
- Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, *Le suffrage féminin. Débats sur le droit accordant aux femmes le droit de vote et l'éligibilité*, Division de la recherche, 925 avril 1940, Québec.
- Black, Jerome H. et Nancy E. McGlen, 1979, « Male-Female Political Involvement Differentials in Canada, 1965-1974 », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 12, n° 3, p. 471-497.
- Blais, André et Richard Nadeau, 1984, « L'appui au Parti québécois: évolution de la clientèle de 1970 à 1981 », dans Jean Crête (sous la dir. de), *Comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, QC, Gaëtan Morin, p. 279-318.
- Campbell, Angus, Gerald Gurin et Warren E. Miller, 1971, *The Voter Decides*, Westport, Greenwood Press.
- Canadian Institute of Public Opinion (CIPO), 1951, « Gallup Poll, August 1951 », #212, Toronto, Ontario, Gallup Canada Inc.
- Canadian Institute of Public Opinion (CIPO), 1956, « Gallup Poll, March 1956 », #247, Toronto, Ontario.
- Chouinard, Stéphanie, 2017, « Les études électorales au Québec depuis 1970 ou l'analyse de l'exceptionnalisme québécois aux urnes », *Revue canadienne de science politique*, vol. 50, n° 1, p. 369-376.
- Cleverdon, Catherine, 1973, *The Start of Liberation: The Woman Suffrage Movement in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- Cliche, Paul, 1961, « Les élections provinciales dans le Québec, de 1927 à 1956 », *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 34, 1961, p. 343-365.
- Cohen, Yolande, 2000, « Chronologie d'une émancipation. Questions féministes sur la citoyenneté des femmes », *Globe*, vol. 3, n° 2, p. 43-64.
- Cohen, Yolande, 2011, « Retours sur le droit de vote des femmes au Québec avant 1940 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, n° 2, p. 13-24.

- Cohen, Yolande et Chantal Maillé, 1999, « Les cours d'instruction civique de la Fédération nationale Saint-Baptiste : Une voie d'accès à la citoyenneté politique pour les femmes du Québec », *Recherches féministes*, vol. 12, n° 2, p. 39-59.
- D'Augerot-Arend, Sylvie, 1991, « Why so Late? Cultural and Institutional Factors in the Granting of Quebec and French Women's Political Rights », *Revue d'études canadiennes*, vol. 26, n° 1, p. 138-165.
- Darsigny, Maryse, 1990, *L'épopée du suffrage féminin au Québec (1920-1940)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Québec.
- de Sève, Micheline, 1992, « The Perspectives of Quebec Feminists », dans Constance Backhouse et David H. Flaherty (sous la dir. de), *Challenging Times: The Women's Movement in Canada and the United States*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 110-116.
- Dépatie, Francine, 1965, *Comportement électoral au Canada français*, mémoire de maîtrise, Département de science politique, Université de Montréal.
- Dépatie, Francine, 1971, *La Participation des femmes du Québec*, Ottawa, Information Canada.
- Dogan, Mattei, 1985, « Les conséquences politiques du vote féminin : Comment les femmes ont porté les conservateurs au pouvoir en Europe », *Revue internationale de science politique*, vol. 6, n° 3, p. 306-316.
- Dumont, Micheline, 1992, « The Origins of the Women's Movement in Quebec », dans Constance Backhouse et David H. Flaherty (sous la dir. de), *Challenging Times: The Women's Movement in Canada and the United States*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 72-89.
- Duval, Dominic, 2005, Études électorales. Recensions des écrits sur la participation électorale, Québec, Directeur général des élections du Québec.
- Duverger, Maurice, 1955, *The Political Role of Women*, Paris, Organisation de Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
- Elderveld, Samuel J., 1951, « British Polls and the 1950 General Election », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 15, n° 1, p. 115-132.
- Erickson, Lynda et Brenda O'Neill, 2002, « The Gender Gap and the Changing Women Voter in Canada », *International Political Science Review*, vol. 23, n° 4, p. 373-392.
- Erskine, Hazel, 1971, « The Polls: Women's Role », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 35, n° 2, p. 275-290.
- Fournier, Francine, 1977, « Les femmes et la vie politique au Québec », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard (sous la dir. de), *Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, p. 169-190.
- Franklin, Mark N., 2004, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies Since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Gagnon, Lysiane, 1964, « Au RIN, la politique, c'est aussi l'affaire des femmes », *L'Indépendance*, vol. 2, n° 10, p. 6.
- Gélineau, François et Ronan Teyssier, 2012, « Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008 », *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*, n° 6.
- Gidengil, Elisabeth et Allison Harell, 2013, « L'appui des Québécoises aux partis politiques provinciaux », dans Éric Bélanger, Frédérick Bastien et François Gélineau (sous la dir. de), *Les Québécois aux urnes*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 210-222.
- Grimshaw, Patricia, 1987, *Women's Suffrage in New Zealand*, Auckland, NZ, Auckland University Press et Oxford University Press.
- Harris, Louis, 1954, *Is There a Republican Majority? Political Trends, 1952-1956*, New York, Harper & Brothers.

- Harvey, Anna L., 1998, *Votes Without Leverage. Women in American Electoral Politics, 1920-1970*, New York, Cambridge University Press.
- Hébert, Karine, 1999, « Une organisation maternaliste au Québec : La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la Bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3, p. 315-344.
- Inglehart, Ronald et Pippa Norris, 2000, « The Developmental Theory of the Gender Gap: Women's and Men's Voting Behavior in Global Perspective », *Revue internationale de science politique*, vol. 21, n° 4, p. 441-463.
- Inter-university Consortium for Political and Social Research, 1960, *Quebec Provincial Election Study, 1960*, Inter-university Consortium for Political and Social Research, Ann Arbor, MI.
- Jenson, Jane et Peter Regenstreif, 1970, « Some Dimensions of Partisan Choice in Québec, 1969 », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 3, n° 2, p. 308-317.
- Kay, Barry J., Ronald D. Lambert, Steven D. Brown et James E. Curtis, 1987, « Gender and Political Activity in Canada, 1965-1984 », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 20, n° 4, p. 851-863.
- Klein, Ethel, 1984, *Gender Politics. From Consciousness to Mass Politics*, Cambridge, Harvard University Press.
- Lamoureux, Diane, 1989, *Citoyennes? Femmes, droit de vote et démocratie*, Montréal, Remue-ménage.
- Lamoureux, Diane, 1991, « Idola Saint-Jean et le radicalisme féministe de l'entre-deux-guerres », *Recherches féministes*, vol. 4, n° 2, p. 45-60.
- Laponce, Jean A., 1972, « Post-dicting Electoral Cleavages in Canadian Federal Elections, 1949-68 : Material for a Footnote », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 5, n° 2, p. 270-286.
- Lavigne, Marie, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart, 1979, « The Fédération nationale Saint-John-Baptiste and the Women's Movement in Québec », dans Linda Kealey (sous la dir. de), *A Not Unreasonable Claim: Women and Reform in Canada, 1880s-1920s*, Toronto, The Women's Press, p. 71-87.
- Le Collectif Clio, 1982, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Quinze.
- Le Groupe de recherche sociale, 1960, *Les électeurs québécois. Attitudes et opinions à la veille de l'élection de 1960*, Montréal, Groupe de recherche sociale.
- Lemieux, Vincent, 1996, « L'individu et les partis politiques », dans Yves Roby et Nive Voisine (sous la dir. de), *Érudition, humanisme et savoir*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 93-103.
- Maillé, Chantal, 1988, *Dynamique de l'émergence d'une élite politique féminine: le cas du Québec*, thèse de doctorat, Département de science politique, Université du Québec à Montréal, Québec.
- Maillé, Chantal, 1990a, *Les Québécoises à la conquête du pouvoir politique. Enquête sur l'émergence d'une élite politique féminine au Québec*, Montréal, Saint-Martin.
- Maillé, Chantal, 1990b, « Le vote des Québécoises aux élections fédérales et provinciales depuis 1921 : une assiduité insoupçonnée », *Recherches féministes*, vol. 3, n° 1, p. 83-95.
- Maugin, Marcelle, 1984, « Du côté des femmes », dans Andrée Yanacopoulos (sous la dir. de), *Au nom du père, du fils et de Duplessis*, Montréal, Remue-ménage, p. 157-169.
- Miner, Horace, 1939, *Saint-Denis: un village québécois*, Montréal, Hurtubise HMH.
- Nadeau, Richard et Éric Bélanger, 2013, « Un modèle général d'explication du vote des Québécois », dans Éric Bélanger, Frédérick Bastien et François Gélinau

- (sous la dir. de), *Les Québécois aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 191-207.
- Norris, Pippa, 1988, « The Gender Gap: A Cross-national Trend? », dans Carol M. Mueller (sous la dir. de), *The Politics of the Gender Gap. The Social Construction of Political Influence*, Londres, Sage.
- O'Neill, Brenda Lee, 1996, *Rethinking Political Thinking: Gender and Public Opinion in Canada*, thèse de doctorat en science politique, University of British Columbia, Vancouver.
- Pickersgill, John W. et Donald F. Forster, 1968, *The Mackenzie Record*, vol. 2, 1944-1945, Toronto, University of Toronto Press.
- Pinard, Yolande, 1976, « Le féminisme à Montréal au commencement du XX^e siècle, 1893-1920 », mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, Québec.
- Przeworski, Adam, Kong Joo Shin et Tianyang Xi, 2013, « A Simple Partisan Calculus of Women's Suffrage », consulté sur Internet (https://web.archive.org/web/20170909142541/http://www.fflch.usp.br/centrodametropole/upload/aaa/495-wsuffrage_092613.pdf) le 14 avril 2016.
- Randall, Vicky, 1982, *Women and Politics: An International Perspective*, Chicago, University of Chicago Press.
- Rapoport, Ronald B., 1982, « Sex Differences in Attitude Expression: A Generational Explanation », *Public Opinion Quarterly*, vol. 46, n° 1, p. 86-96.
- Rioux, Marcel et Robert Sévigny, 1965, *Les nouveaux citoyens: enquête sociologique sur les jeunes du Québec*, Montréal, Service des publications de Radio-Canada.
- s.a., 1922, « Contre le suffrage féminin », *Le Devoir*, 13 février, p. 2.
- s.a., 1945, « Women in International Conferences », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 9, n° 2, p. 257.
- Scarrow, Howard A., 1961, « Patterns of Voter Turnout in Canada », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 5, n° 4, p. 351-364.
- Seltzer, Richard A., Jody Newman et Melissa Voorhees Leighton, 1997, *Sex as a Political Variable. Women as Candidates and Voters in U.S. Elections*, Londres, Lynne Rienner Publisher.
- Sicotte, Anne-Marie, 2005, *Marie Gérin-Lajoie: conquérante de la liberté*, Montréal, Remue-ménage.
- Uhlaner, Carole J., 1984, « La participation politique des femmes au Québec: 1965-1977 », dans Jean Crête (sous la dir. de), *Comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, QC, Gaëtan Morin, p. 201-242.
- Worcester, Robert M., 1984, « Britain at the Polls, 1945-1983 », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 48, n° 4, p. 824-833.